

Taxe d'habitation : le gouvernement se désolidarise du hashtag "Balance ton maire"

Des militants En marche ont lancé ce hashtag sur Twitter pour protester contre la décision de certains maires d'augmenter la taxe d'habitation contre l'avis du gouvernement.

Le hashtag "#balancetonmaire", apparu ce vendredi sur Twitter pour dénoncer la hausse de la taxe d'habitation décidée par certains maires en France, n'est pas du goût des élus locaux, qui se sentent stigmatisés. Il est apparu après la publication par le ministère des Comptes publics de l'intégralité des taux de la taxe d'habitation pratiqués dans chaque commune depuis 2016, visant à mettre en lumière ceux qui ont fortement augmenté cette taxe, que le gouvernement souhaite supprimer.

"Nourrir un populisme que l'on veut combattre en utilisant les mêmes méthodes, en jetant à la vindicte populaire des élus dignes, responsables, avec un sens de l'intérêt général, c'est inacceptable", a réagi François Baroin, maire de Troyes et président de l'Association des maires de France. "La décentralisation, cela veut dire quelque chose. La libre administration des collectivités territoriales aussi. Si des maires ont été contraints de prendre des décisions sur la taxe d'habitation, cela répond à une logique individuelle de chaque commune. Le financement d'une taxe, c'est d'abord pour financer et conserver des services publics, ou pour développer un investissement", a-t-il ajouté, demandant des "excuses publiques".

Face à la grogne, la majorité et le gouvernement se sont désolidarisés de ce mot-dièse lancé par des Marcheurs. "Je ne partage pas ce hashtag, ni la mise en cause, ni la comparaison plus que douteuse que cela traduit", a affirmé ce samedi 13 octobre sur franceinfo le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Action et des Comptes Publics Olivier Dussopt. Par "comparaison plus que douteuse", il fait référence au hashtag "#Balance ton porc", lancé contre les hommes accusés d'agression sexuelle.

"Il n'y a de notre côté aucune chasse à l'homme, aucune chasse au maire. Ce #balancetonmaire est totalement inadapté", a de son côté affirmé sur [Europe1](#) la vice-présidente du groupe LREM à l'Assemblée, Amélie de Montchalin.